Briefing de Bruxelles sur le développement n. 41

Améliorer la nutrition par davantage de redevabilité, d'appropriation et de partenariats

Organisé par le CTA, le Secrétariat ACP, la Commission européenne, Concord
en collaboration avec le programme de recherche du GCIAR
sur l'Agriculture pour la Nutrition et la Santé (A4NH) dirigé par l'IFPRI

Le 20 Mai 2015, de 9h00 à 13h00
Secrétariat ACP, 451 Avenue Georges Henri, 1200 Bruxelles, salle C
http://bruxellesbriefings.net

1. Contexte

La malnutrition et la sous-nutrition[1] : des fardeaux pour de nombreux pays ACP

La malnutrition touche une personne sur deux sur la planète. Parmi celles-ci, on estime que 162 millions d'enfants de moins de cinq ans ont un retard de croissance (c.à.d. une taille insuffisante par rapport à leur âge). Le nombre de personnes présentant une déficience d'un ou de plusieurs micronutriments est estimé à deux milliards. On évalue à près de 1,5 milliard le nombre d'individus présentant une surcharge pondérale, et à plus de 500 millions le nombre d'individus souffrant d'obésité. Toutes ces conditions ont des conséquences graves sur la survie, sur la morbidité et sur la capacité de développement des individus, de l'économie et de la société. Les ressources publiques affectées à la prévention et à l'amélioration de ces problèmes sont dérisoires au regard de leur ampleur. Les ressources allouées à des programmes de nutrition spécifiques représentent une proportion infime et de loin inférieure à 1 % des budgets nationaux ou de ceux consacrés à l'aide au développement.

La sous-nutrition dans la petite enfance peut avoir des effets dévastateurs et des conséquences permanentes sur la croissance physique ainsi que sur le développement cognitif et social. La sous-nutrition demeure un des principaux défis auxquels doivent faire face les pays à faible revenu. Les conséquences de la sous-nutrition dans la petite enfance sont particulièrement catastrophiques et peuvent provoquer des handicaps mentaux et physiques permanents. En mai 2012, les responsables mondiaux de la santé ont adopté le plan de nutrition de la mère, du nourrisson et du jeune enfant lors de la 65e Assemblée mondiale de la Santé (AMS). Dans ce plan, ils se sont engagés à réduire de 40 % d'ici 2025 le nombre d'enfants dans le monde présentant un retard de croissance. Selon les hypothèses actuelles, les prévisions de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et de l'UNICEF montrent que le monde est loin de réaliser ne serait-ce qu'un seul des six objectifs nutritionnels de l'AMS. À l'échelle mondiale, peu de progrès ont été réalisés dans la réduction des taux d'anémie, de l'insuffisance pondérale à la naissance, de l'émaciation et de la surcharge pondérale chez les enfants de moins de cinq ans. Les progrès concernant l'augmentation des taux d'allaitement exclusif ont été tout aussi médiocres. Davantage de progrès ont été accomplis dans la réduction des taux de retard de croissance chez les enfants de moins de cinq ans, mais dans des proportions insuffisantes pour atteindre l'objectif fixé à l'échelle internationale, selon les prévisions actuelles.[2]

La malnutrition est responsable, directement ou indirectement, d'environ la moitié de tous les décès dans le monde.[3] La mauvaise alimentation et un apport calorique insuffisant sont responsables de la mort prématurée ou du handicap de presque une personne sur trois

[1] Malnutrition : état physiologique anormal causé par une déficience, un excès ou un déséquilibre en énergie, protéines et/ou autres nutriments.
Sous-nutrition : lorsque le corps contient des quantités inférieures à la normale d'un ou de plusieurs nutriments, c.à.d. qu'il présente des déficiences en macronutriments et/ou en micronutriments.
[2] Institut international de recherche sur les politiques alimentaires. 2014. *Rapport 2014 sur la nutrition mondiale : Mesures et redevabilité en vue d'accélérer les progrès mondiaux en matière de nutrition.* Washington, DC.
[3] World Health Organisation, A Review of Nutrition Policies, Décembre 2010
http://www.who.int/nutrition/EB128_18_Backgroundpaper1_A_review_of_nutritionpolicies.pdf

(OMS). Chaque année, près de 10,9 millions d'enfants âgés de moins de cinq ans meurent dans les pays en développement, et 60 % de ces décès sont attribuables à la malnutrition et aux maladies liées à la faim (PAM 2010). D'autre part, des millions de gens souffrent de carences graves en vitamines et minéraux. La faim et la malnutrition ont des répercussions à toutes les étapes de la vie, puisque les enfants malnutris n'auront ni la santé ni la productivité qu'ils auraient pu avoir. Les filles qui ne bénéficient pas des nutriments dont elles ont besoin deviennent des femmes malnutries qui donnent ensuite naissance à une nouvelle génération d'enfants malnutris.

Alors que la faim est un problème majeur dans l'Afrique sub-saharienne, c'est l'ingestion excessive de calories qui a de graves conséquences sur la santé dans la région des Caraïbes et celle du Pacifique. Les maladies chroniques non-transmissibles, dont beaucoup sont liées à une mauvaise nutrition, sont désormais responsables de 57 % des décès dans les Caraïbes.

Le même constat peut être fait pour la région du Pacifique où la moitié de la population adulte présente une surcharge pondérale. La malnutrition, dans toutes ses formes, prive les individus de la force et de l'énergie dont ils ont besoin, et diminue leur capacité à travailler efficacement. Il s'agit donc d'une cause importante de pauvreté, et d'un frein au développement socio-économique.

Les régimes alimentaires basés sur des aliments bons marchés, riches en calories et pauvres en nutriments (qu'il s'agisse de la restauration rapide ou des denrées dépourvues d'éléments nutritifs) accentuent l'épidémie d'obésité émergente et les maladies chroniques dans les pays qui se trouvent dans des phases de transition économique et nutritionnelle. La surcharge pondérale affecte plus d'un milliard d'individus dans le monde, et l'obésité touche au moins 300 millions de personnes.
Le monde connait actuellement une pandémie de surpoids et d'obésité. Dans le même temps, le fardeau de la maladie dans les pays à revenu faible et à revenu moyen évolue rapidement, les maladies non-transmissibles prenant l'ascendant sur les maladies transmissibles. Les carences en micronutriments demeurent une préoccupation ; par exemple, les taux d'anémie n'ont pas connu d'amélioration notable depuis plus de 20 ans, pas plus que les taux d'émaciation (OMS 2014a).

Malgré les quelques progrès effectués, la traçabilité des ressources financières employées en faveur de la nutrition constitue encore un défi en termes de technologie, de collecte de données, de coordination et de planification. L'augmentation des ressources nationales en faveur de la nutrition est la seule option durable pour améliorer l'état nutritionnel.

Les estimations de la sous-nutrition basées sur l'apport alimentaire sont en baisse, mais elles restent encore élevées, avec 805 millions de personnes sous le seuil minimum de calories en 2012-2014. L'accès à de meilleurs services d'eau et d'assainissement est en constante amélioration, même si de grosses lacunes persistent en matière de couverture en Afrique de l'Est, de l'Ouest et centrale pour l'eau, et en Asie du Sud et du Sud-est et dans la plupart des régions africaines, pour l'assainissement. Les tendances en matière de scolarisation des femmes au secondaire sont positives pour toutes les régions, même si le taux n'atteint que 50 % en Afrique. Les services de santé, cependant, font encore défaut en Afrique et en Asie. Les dépenses en faveur de la protection sociale grimpent rapidement dans de nombreux pays africains et asiatiques, ouvrant de belles perspectives de renforcement des interventions contribuant à la nutrition. Le rapport propose quelques idées pour l'agriculture, la protection sociale, l'éducation, la santé, l'eau, l'assainissement et l'hygiène.

Pour surmonter le défi que représente la nutrition, il est impératif de prendre des mesures efficaces et d'établir des alliances dans de nombreux secteurs et domaines (alimentation, santé, bien-être social, éducation, eau, assainissement et femmes), et d'impliquer de nombreux acteurs (pouvoirs publics, société civile, secteur privé, recherche et partenaires de développement internationaux).

2. La nutrition est essentielle pour atteindre les objectifs du développement durable.

Bien que la nutrition soit un des principaux piliers du développement humain, les progrès à l'échelle mondiale sont lents : environ 3,5 millions d'individus continuent d'être sous-alimentés ou de souffrir d'une forme de carence en micronutriments. En effet, la prévalence de la malnutrition tant dans les pays en développement que dans les pays développés retient de plus en plus l'attention, alors qu'obésité et dénutrition coexistent dans pratiquement tous les pays.

Cependant, dans son évaluation des objectifs nutritionnels mondiaux fixés par l'Assemblée mondiale de la Santé (AMS) pour 2025, le Rapport 2014[4]sur la nutrition mondiale montre que le monde n'est en voie de réaliser aucun de ces objectifs.

La responsabilité de résoudre le problème de la malnutrition n'incombe pas uniquement aux pouvoirs publics, mais nécessite plutôt une approche multidimensionnelle dans laquelle la société civile exige des gouvernements qu'ils rendent des comptes sur leurs engagements, et où le secteur privé soutient l'expansion des actions entreprises grâce à des interventions innovantes.

Les plateformes nationales d'évaluation et les mécanismes communautaires de remontée de l'information sont des procédés qui promettent de renforcer la redevabilité en matière de nutrition, mais ils doivent être pilotés et évalués. Les systèmes nationaux et internationaux de recherche sur la nutrition, dirigés par les pays eux-mêmes, sont susceptibles de favoriser une plus grande redevabilité au niveau national.

Afin d'améliorer la redevabilité, les bailleurs de fonds devraient accroître les capacités du personnel dans les OSC nationales et financer le processus de collecte et de compilation des informations sur la mise en œuvre des politiques relatives aux maladies non-transmissibles (MNT) et les indicateurs de bonne gouvernance en matière de nutrition.

La faible présence de la nutrition dans le cadre actuel des ODD reste une préoccupation importante. On dénombre au total 169 objectifs provisoires : 109 sur ce qui doit être réalisé et 60 sur la manière d'y parvenir. Sur ces 109 premiers objectifs, un seul est directement lié à la malnutrition :

> L'Objectif 2.2 est de mettre fin à toutes les formes de malnutrition d'ici 2030, y compris la réalisation d'ici 2025 des objectifs approuvés internationalement en matière de retard de croissance et d'émaciation chez les enfants de moins de 5 ans, et de répondre aux besoins nutritionnels des adolescentes, des femmes enceintes et allaitantes et des personnes âgées (Groupe de travail ouvert sur les objectifs de développement durable 2014).

Aucun des 60 objectifs du second groupe ne se rapporte directement à la nutrition. La large portée de l'Objectif 2.2 suggère que la communauté de la nutrition doit s'engager plus fermement dans le processus de l'après-2015 pour positionner la nutrition de manière judicieuse et stratégique au sein du cadre de redevabilité du développement post-2015. Au minimum, les champions de la nutrition issus des pouvoirs publics et de la société civile doivent travailler ensemble pour intégrer aux 169 objectifs susmentionnés non seulement les objectifs liés au rachitisme et à l'émaciation, mais aussi l'ensemble des six objectifs AMS approuvés à l'échelon international.

Il est encourageant de constater que plus des deux tiers des pays disposant de données sur les quatre indicateurs réaliseront au moins un objectif. Les pays africains représentent

[4] Ce rapport a été souhaité à l'origine par les signataires du Pacte en faveur de la nutrition pour la croissance (N4G) en 2013, reconnaissant la nécessité de mieux suivre les progrès des engagements en faveur de l'amélioration de la nutrition. Le rapport a été présenté par un groupe d'experts indépendant et porté à un niveau stratégique par un groupe de parties prenantes, dont les membres ont également analysé le rapport. L'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI) a supervisé l'élaboration et la distribution du rapport, avec l'aide du Secrétariat de l'Institute of Development Studies (IDS). *The Lancet,* la plus prestigieuse revue médicale évaluée par les pairs, a dirigé le processus externe d'examen à l'aveugle du rapport, qui a été dévoilé au cours de la deuxième Conférence internationale sur la nutrition (ICN2) à Rome en novembre 2014. Plusieurs événements de suivi du rapport se tiendront dans diverses villes à travers le monde.http://www.ifpri.org/sites/default/files/publications/gnr14fr.pdf

environ 50 % des pays en voie de n'atteindre aucun objectif, ou de réaliser un ou deux objectifs. Les pays asiatiques représentent 42 % des pays susceptibles de ne réaliser aucun objectif et environ 25 % des pays en bonne voie de contribuer à un ou deux objectifs.

3. L'impératif d'associer agriculture, nutrition et santé

L'agriculture joue un rôle essentiel dans l'amélioration de la disponibilité et de la qualité des aliments, dans l'augmentation des revenus, dans le maintien des moyens de subsistances et dans la contribution à l'économie en général. Elle constitue par conséquent un facteur clé des efforts déployés pour améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Le développement du secteur agricole est particulièrement important pour enrayer la pauvreté dans les pays en développement, dans lesquels une grande proportion du produit intérieur brut est générée par les petits exploitants du secteur primaire. La promotion et le développement de systèmes basés sur les aliments non-seulement garantissent une sécurité alimentaire et nutritionnelle durables, mais permettent également d'améliorer les régimes alimentaires en luttant contre les carences en micronutriments. Cependant, étant donné la nature complexe de ce phénomène et ses différentes causes, les interventions qui visent le secteur agricole ne peuvent pas, à elles seules, résoudre ce problème.

Parmi les moyens par lesquels l'agriculture peut contribuer de façon durable à l'amélioration de la diversité alimentaire et à la nutrition, on peut citer un soutien aux services de vulgarisation agricole qui offrent des informations et de meilleurs intrants aux communautés ; des systèmes intégrés d'agroforesterie qui réduisent la déforestation et favorisent la récolte de produits forestiers riches en nutriments ; l'aquaculture et les petites entreprises d'élevage qui intègrent à la fois des espèces locales et d'élevage ; une éducation et des stratégies de marketing social qui renforcent les systèmes alimentaires locaux et encouragent la culture et la consommation d'aliments locaux riches en nutriments ; une biofortification à travers des programmes de recherche et développement qui cultivent des plantes et élèvent du bétail de façon sélective afin d'améliorer leur qualité nutritionnelle ; et une réduction des pertes post-récolte grâce à l'amélioration de la manutention, de la conservation, de l'entreposage, de la préparation et des techniques de transformation.[5]

Les stratégies de croissance devraient être conçues dans une optique nutritionnelle et prendre en considération le genre de pratiques et politiques sectorielles et sous sectorielles qui peuvent améliorer la nutrition.

Les stratégies de croissance agricole pourraient, par exemple, contribuer à augmenter la demande pour des aliments nutritifs et à rendre ces derniers plus accessibles tout le long de la chaîne de valeur. Les approches de chaînes de valeur sont déjà en place dans le développement international, avec l'objectif d'améliorer les moyens de subsistance des producteurs de denrées, mais elles ne prennent que très rarement en considération la nutrition et la qualité du régime alimentaire.[6]

Diverses interventions peuvent favoriser le développement de chaînes de valeur contribuant à la nutrition, notamment une connaissance des consommateurs et des campagnes de sensibilisation qui augmentent la demande pour des aliments riches en nutriments, et de nouveaux outils qui améliorent la valeur nutritionnelle des aliments tout au long de la chaîne de valeur.[7]Les exploitants pauvres en profiteront si leur position leur permet de bénéficier davantage des meilleurs rendements de la chaîne de valeur, en particulier à la lumière des stratégies de différenciation poursuivies par l'industrie agroalimentaire mondiale (KIT 2010). Un travail de recherche a commencé récemment dans le but d'identifier comment améliorer ces approches liées aux chaînes de valeur afin qu'elles prennent mieux en compte les questions de genre, d'environnement, et d'autres dimensions non monétaires de la pauvreté (comme le manque d'accès aux services publics). Par exemple, en vue de soutenir des approches de chaîne de valeur plus adaptées aux femmes, Gammage (2009) a développé

[5]Le sixième rapport sur la situation nutritionnelle dans le monde http://www.unscn.org/files/Publications/RWNS6/report/SCN_report.pdf

[6] Hawkes, Corinna et Marie Ruel. 2011. Value Chains for Nutrition. 2020 Document de conférence 4. Washington, DC : Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI).

[7] Ibid.

une forme d'analyse de chaîne de valeur prenant en compte la dimension de genre, qui identifie le nombre d'hommes et de femmes impliqués dans différentes activités de la chaîne et la façon dont diverses activités de marketing sont ciblées en fonction du genre.[8]

La production de semences de cultures vivrières riches en micronutriments et comportant des concentrations élevées de vitamines essentielles constitue une solution technologique notable. La biofortification, comme on l'appelle, nécessite des investissements de départ considérables, mais elle peut s'avérer plus rentable que de fournir des suppléments aux groupes vulnérables. Des succès remarquables ont déjà été enregistrés en Ouganda et au Mozambique, avec les patates douces à chair orange, riches en vitamine A.

4. Progrès dans l'amélioration des résultats en matière de nutrition : des investissements additionnels concernant les données sont nécessaires au niveau national

À ce jour, les pays sont dans l'incapacité de faire le suivi de leurs engagements financiers en faveur de la nutrition, et la capacité organisationnelle a besoin d'être renforcée.

Les pouvoirs publics et les autres agences ont absolument besoin de systèmes efficaces de surveillance nutritionnelle pour pouvoir diagnostiquer la dénutrition à un stade précoce, suivre les tendances et prendre rapidement des décisions informées. Des données crédibles et à jour sont également importantes pour veiller à ce que les parties prenantes rendent compte de leurs engagements à fournir des services en matière de nutrition et à combattre la dénutrition. Des analyses désagrégées des résultats nutritionnels sont essentielles.

Le rendement des investissements dans la nutrition se comparent très favorablement avec les investissements pour les routes, l'irrigation et la santé. Par exemple en Afrique et en Asie, les produits intérieurs bruts (PIB) totaux représentent moins de 90 % du niveau prévisible en l'absence de sous-alimentation et, en Chine, environ 95 % du niveau prévisible en l'absence d'obésité.

Ces écarts tiennent compte de l'absence de données sur les capacités des pays à mettre en œuvre et à renforcer les actions de nutrition, les coûts des programmes et le suivi des ressources financières. De nombreuses décisions sur la priorité à accorder à la production des données manquantes doivent être prises au niveau national, sur base des politiques, des plans et des stratégies de nutrition.

La collecte systématique et périodique d'information sur la nutrition est vitale pour que les pouvoirs publics et les autres organisations puissent suivre leurs progrès dans la réduction de la sous-nutrition, pour favoriser leur redevabilité vis-à-vis de leurs actions, et pour améliorer leur capacité à réagir rapidement en cas de changements soudains d'états de nutrition provoqués par la volatilité du prix des denrées ou par d'autres chocs.

La surveillance de la nutrition coûte cependant chère (une enquête nationale sur la nutrition coûte habituellement environ 1 million de dollars) et est assez lourde d'un point de vue logistique, si bien qu'elle est souvent inexistante dans les pays à faible revenu. Les systèmes de surveillance subissent également les contraintes inhérentes à la collecte de données sur papier suivie d'une saisie manuelle des données, coûteuse en temps et propice aux erreurs. La transmission des données peut prendre des mois pour atteindre le niveau auquel celles-ci pourront être analysées, et le manque de ressources humaines pour accomplir le travail d'analyse entraine souvent des délais additionnels et une sous-utilisation des données de surveillance. Ceci a souvent pour conséquence d'empêcher la surveillance en temps réel des résultats de la nutrition, et de répondre rapidement aux crises nutritionnelles.[9]
Seuls 99 pays sur 193 disposent de données suffisantes pour évaluer s'ils sont en bonne voie ou non d'atteindre les objectifs pour quatre indicateurs AMS. Un grand nombre d'indicateurs

[8] Ibid.
[9] Inka Barnett et Jose V. Gallegos. Using mobile phones for nutrition surveillance: a review of evidence. Institute of Development Studies, mars 2013
http://opendocs.ids.ac.uk/opendocs/bitstream/handle/123456789/2602/AGER1.pdf?sequence=1&utm_source=idswebsite&utm_medium=download&utm_campaign=opendocs

se basent sur des enquêtes ayant plus de cinq ans. Presque 50 % de l'ensemble des pays ne peuvent pas effectuer un suivi sur les quatre indicateurs d'état de santé, et seuls 40 % des États mesurent la taille et le poids des jeunes enfants au-delà de l'âge de cinq ans.

La collecte de données a besoin d'être améliorée, tout comme la redevabilité vis-à-vis de l'élaboration des objectifs et de l'évaluation des impacts et des résultats.

On assiste récemment à un engouement grandissant pour les technologies de l'information et de la communication (TIC) et leur potentiel pour faciliter la collecte de données en termes de qualité et de rapidité, qui puisse permettre de prendre des décisions informées dans de meilleurs délais. La technologie des téléphones mobiles peut également permettre aux communautés et sociétés civiles de faire un suivi sur les engagements en matière de réduction de la sous-nutrition. L'analyse effectuée par IDS[10] a trouvé que les TIC pouvaient accélérer et rendre plus efficaces le suivi et la surveillance de la nutrition, en augmentant par exemple la vitesse à laquelle les données sont transmises et en réduisant les erreurs de saisie. Malgré tout, nous ne savons pas encore comment les données de surveillance de la nutrition peuvent être utilisées de la manière la plus efficace et quel rôle les TIC peuvent jouer.

Les lacunes en matière de données retardent l'action mais il n'est pas forcément nécessaire d'effectuer de nouvelles collectes : les données existantes peuvent être utilisées de manière plus efficace, leur qualité peut être améliorée, leur comparabilité entre pays peut être renforcée, et les enquêtes nationales peuvent être menées à des intervalles plus fréquents. La collecte de nouvelles données est nécessaire lorsqu'il est besoin d'une plus grande redevabilité.

Un grand nombre de ces lacunes peut être comblé en investissant dans le renforcement des capacités d'utilisation des données actuelles des analystes nutritionnels, des directeurs de programmes et des unités politiques.

5. Développer et pérenniser des partenariats innovants en faveur de la nutrition

Entre 2010 et 2012, les engagements de 13 bailleurs de fonds sur des interventions spécifiquement liées à la nutrition ont augmenté de 39 %, et les versements de 30 %. Les engagements spécifiquement liés à la nutrition de l'ensemble des bailleurs de fonds ont baissé de 14 %, mais les versements en faveur de la nutrition des 10 bailleurs de fonds ayant fourni des données ont augmenté de 19 %. La proportion de l'aide publique au développement déboursée en faveur de la nutrition en 2012 était à peine supérieure à 1 %. Les rapports des bailleurs de fonds sur la nutrition sont de plus en plus harmonisés, mais il reste encore beaucoup à faire en raison des disparités de définition et de calendrier.[11]

Le Mouvement pour le renforcement de la nutrition (Scaling Up Nutrition, SUN),[12] né en 2010 et réunissant aujourd'hui plus de 50 pays/États, a été déterminant pour stimuler durablement les engagements en faveur de la nutrition. Les progrès en matière de carences en micronutriments sont lents, mais ce sujet bénéficie d'un regain d'attention au niveau mondial (comme par exemple dans l'*Indice de la faim dans le monde 2014*). Les signataires du Pacte N4G se sont engagés, en 2013, à Londres, à apporter plus de 4 milliards de dollars de financement supplémentaire en faveur de la réduction de la sous-nutrition d'ici 2020. La deuxième Conférence internationale sur la nutrition à Rome et la manifestation de suivi de haut niveau sur la nutrition prévue pour les Jeux olympiques d'été à Rio de Janeiro en 2016 seront des étapes déterminantes.

---

[10] Ibid.

[11] Institut international de recherche sur les politiques alimentaires. 2014. *Rapport 2014 sur la nutrition mondiale : Mesures et redevabilité en vue d'accélérer les progrès mondiaux en matière de nutrition.* Washington, DC.

[12] Scaling Up Nutrition (http://scalingupnutrition.org/fr/) est un mouvement mondial réunissant 54 États membres. Ces pays, qui tentent d'établir un ordre de priorité des efforts pour lutter contre la malnutrition, bénéficient de l'appui d'un large éventail de partenaires au développement, allant de la société civile aux Nations Unies, en passant par les bailleurs de fonds, les instituts de recherche et les entreprises. Une des hypothèses émises par SUN souligne que les efforts en vue de réduire la malnutrition nécessitent une coordination renforcée entre les secteurs et les parties prenantes, et un meilleur alignement avec les cadres de résultats.

Au delà des engagements internationaux, on assiste à un effort des pays ACP, au niveau régional, afin d'améliorer la nutrition.
La stratégie régionale africaine pour la nutrition 2005-2015 (ARNS) a été adoptée à la Conférence des ministres africains de la santé qui s'est tenue à Gaborone, au Botswana, en octobre 2005. Elle a ensuite été adoptée au Sommet des chefs d'État de l'Union africaine (UA) en janvier 2006, au Soudan (UA 2006). La stratégie a reconnu le décalage entre les efforts entrepris pour améliorer la nutrition et ceux qui concernent le développement socio-économique national. En conséquence, les investissements ont été faibles au niveau international, régional, national et sous-national.
L'initiative panafricaine pour la nutrition (Pan-African Nutrition Initiative - PANI) a vu le jour sous l'égide d'un programme de l'Union africaine - le Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD). Le 3e pilier du PDDAA vise à accroître l'approvisionnement en nourriture, à répondre aux problèmes de sécurité alimentaire et à améliorer la gestion des situations de crise alimentaire sur l'ensemble de la région, notamment en augmentant la productivité des petits exploitants.

Les populations du Pacifique présentent un risque élevé de souffrir de malnutrition, de maladies d'origine animale et de maladies non-transmissibles (MNT). Dans la plupart des pays du Pacifique, plus de 50 % des adultes ont une surcharge pondérale, et dans certains de ces pays, plus de 40 % de la population souffre de diabète.

Dans les Caraïbes, la réunion spéciale du Conseil pour le développement économique et commercial (COTED) pour l'agriculture, qui s'est tenue à La Grenade, en octobre 2010, a adopté le Plan d'action pour une politique régionale de sécurité alimentaire et nutritionnelle. Cette mesure permet la mise en place d'un cadre complet visant à garantir à la région, un approvisionnement adéquat, stable et nutritif en produits alimentaires.

6. La voie à suivre

L'utilisation de l'agriculture dans le but d'améliorer la nutrition et la santé nécessitera un leadership gouvernemental à tous les niveaux, en partant du national jusqu'au local. Les responsables politiques doivent comprendre la complexité des facteurs qui contribuent à la lutte contre la malnutrition et ils doivent s'engager à garantir l'accès à la nourriture et la salubrité alimentaire pour tous. Les professionnels des secteurs de l'agriculture, de la nutrition et de la santé doivent s'engager ensemble pour expliquer à un public plus large les interactions et l'interdépendance de tous ces domaines. La société civile, les exploitants et les groupes de consommateurs doivent renforcer leurs efforts de plaidoyer tandis que la communauté des bailleurs de fonds peut s'attacher à soutenir le renforcement des capacités à tous les niveaux.[13]

Un engagement fort envers une amélioration plus rapide de la nutrition et l'incorporation de cet objectif dans le processus de l'après-2015 sont nécessaires. Il sera primordial de disposer de meilleures données sur les conséquences et le financement de la nutrition ainsi que sur les nouveaux investissements dans des programmes favorisant la nutrition, et de développer des mécanismes efficaces de redevabilité pour être en mesure d'intensifier l'action en faveur de la nutrition.

Il est urgent de réunir des preuves irréfutables qui démontrent que l'amélioration de l'état nutritionnel devrait être un objectif explicite des interventions dans le secteur agricole. Les projets et les politiques agricoles visant à influencer positivement la nutrition devraient intégrer ouvertement les objectifs nutritionnels.

Les programmes agricoles devraient également inclure une éducation à la nutrition. Dans ce contexte, les femmes en tant que productrices de denrées alimentaires et principal soutien de leurs enfants devraient voir leur rôle reconnu et renforcé, et leur accès aux ressources productives favorisé.

[13] IFPRI /CTA. Sécurité nutritionnelle dans les pays ACP : le rôle central de l'agriculture. Rajul Pandya-Lorch, Isolina Boto, 2011. http://tinyurl.com/3uw623p

Les ressources et le savoir-faire en matière de nutrition doivent être plus en phase avec le caractère évolutif de la malnutrition. Il est essentiel de disposer de systèmes de suivi et de redevabilité efficaces. Des investissements supplémentaires seront aussi nécessaires afin que les TIC soient utilisées pour la surveillance de la nutrition ainsi que pour la traçabilité des engagements financiers à son égard. D'autre part, la nécessité de réaliser plus d'études sur la mise en œuvre afin de comprendre comment améliorer l'efficacité des interventions dont l'utilité a été démontrée.

Les objectifs du Briefing

Pour améliorer l'échange d'information et promouvoir le réseautage, le CTA, la DG DEVCO de la Commission européenne, le Secrétariat ACP, Concord et divers autres médias organisent des briefings bimensuels sur des problématiques et défis clés liés au développement rural dans le cadre de la coopération UE/ACP. Le briefing du 20 mai 2015, organisé avec le programme de recherche du CGIAR sur l'agriculture pour la nutrition et la santé (A4NH) dirigé par l'IFPRI, abordera les principaux défis et les nouvelles opportunités de renforcement des liens entre l'agriculture et la nutrition dans les pays ACP. Le briefing sera l'occasion de : i) partager les dernières informations sur les progrès effectués concernant la nutrition dans les pays ACP ; ii) favoriser l'échange d'information sur les meilleures pratiques et les partenariats durables ; iii) alimenter le débat de perspectives diverses sur des options politiques.

Groupe cible

Plus de 150 décideurs ACP-UE et représentants des États membres de l'UE, des groupes de la société civile, des réseaux de recherche et des acteurs de terrain dans le domaine du développement et des organisations internationales établies à Bruxelles.

Matériel disponible :

Les informations et les commentaires apportés avant, pendant et après les réunions seront publiés sur le blog des briefings : http://bruxellesbriefings.net/. Un rapport succinct et un Reader (document de fond) en format imprimé et électronique seront publiés peu après la réunion.

Briefing sur le Développement de Bruxelles n°41

Améliorer la nutrition par davantage de redevabilité, d'appropriation et de partenariats
Organisé par le CTA, le Secrétariat ACP, la Commission européenne, Concord
en collaboration avec le programme de recherche du GCIAR
sur l'Agriculture pour la Nutrition et la Santé (A4NH) dirigé par l'IFPRI

Le 20 mai 2015– de 9h00 à 13h00
Secrétariat ACP, 451 Avenue Georges Henri, 1200 Bruxelles, salle C
http://bruxellesbriefings.net

Programme

8h00-9h00 Enregistrement et café de bienvenue
9h00-9h15 Introduction et ouverture du Briefing
Remarques introductives: *Dr. Patrick Ignatius Gomes, le Secrétaire général du Groupe des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) ; Klaus Rudischhauser, Directeur général adjoint de la politique et de la coordination thématique, Commission européenne/EuropeAid ; John McDermott, Directeur du programme de recherche du CGIAR IFPRI sur l'Agriculture pour la Nutrition et la Santé (A4NH) ; Michael Hailu, Directeur du CTA*

9h15-11h00 Panel 1: Améliorer la nutrition : une approche multisectorielle
Ce panel examinera les principaux défis et opportunités pour l'amélioration de la nutrition d'importance pour le secteur agricole dans les pays ACP et les enseignements tirés de la recherche et de la pratique.
Panélistes:

- Vue d'ensemble de la sous-alimentation et la malnutrition : leçons apprises
  Marie Ruel, directrice, Division de la pauvreté, la santé et la nutrition, l'IFPRI ;
- Initiatives au niveau international : The Scaling Up Nutrition (SUN)
  Tom Arnold , coordonnateur intérim du Mouvement SUN, Irlande
- Les pays partenaires de soutien dans la réalisation de leurs objectifs en matière de nutrition : les platesformes nationales d'information de l'Initiative pour la Nutrition
  Jean- Pierre Halkin, Chef d'unité, Dév rural, Sécurité alimentaire & Nutrition, CE
- Conclusions du rapport mondial de la nutrition: redevabilité et appropriation
  Lawrence Haddad, chercheur principal, IFPRI

11h00-11h15 Pause-café

11h15-13h00 Panel 2: Les meilleures pratiques pour relever les défis de la nutrition
Ce panel examinera des exemples et les fils conducteurs des succès dans les programmes de nutrition au niveau national. Il mettra également en exergue les réussites dans des partenariats durables et les PPP et le rôle clé du secteur privé .
Panélistes:

- Succès nationaux en matière de leadership et de l'appropriation dans la lutte contre la nutrition *Robinah Mulenga Kwofie, Directeur exécutif, La Commission nationale pour l'alimentation et la nutrition, Zambie*
- Le rôle des OSC à l'appui de la nutrition : l'expérience de terrain
  Stineke Oenema, co-président du groupe de travail sur la sécurité alimentaire, Concord
- Succès dans les PPP et le rôle du secteur privé dans le soutien de la nutrition
  Fokko Wientjes, Vice-président Corporate Sustainability & Public Private Partnerships, DSM
- Moteurs du succès de la biortification : l'exemple des haricots biofortifiés au Rwanda
  Lister Katsvairo , Responsable du pays, HarvestPlus, Rwanda

Conclusion
Déjeuner